

Réponse de la Société MEDIASERV à la consultation publique ARCEP sur l'offre de raccordement des répartiteurs en Liaison Fibre Optique

La société MEDIASERV en tant qu'opérateur de télécommunications implantée dans les quatre départements d'Outre-Mer : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion, souhaite apporter sa contribution à la consultation publique de l'ARCEP sur l'offre de raccordement des répartiteurs en Liaison Fibre Optique.

En effet, MEDIASERV accorde une attention toute particulière à la mise en œuvre de cette offre de France Télécom, étant donné qu'elle constitue une prestation essentielle pour le développement de son activité.

Question 1 :

France Télécom et les opérateurs alternatifs cocontractants au titre de LFO peuvent – ils transmettre à l'Autorité :

- *le descriptif de l'offre (plaquette, transparents, grille tarifaire)*
- *les contrats signés*
- *les éventuels avenants signés à ce contrat*

MEDIASERV met à disposition de l'Autorité les éléments transmis par France Télécom au titre de l'offre LFO. L'ensemble des documents est présenté dans l'annexe 1.

MEDIASERV tient à souligner que, d'une part, le délai de réponse contractuel dans les DOM est largement supérieur comparé à celui de la métropole : 8 semaines contre 3 ; et que, d'autre part, ce délai n'est pas respecté pour 35% des demandes, avec, dans certains cas, un retard pouvant atteindre jusqu'à 8 semaines.

Question 2 :

Il existe un marché des supports de transmission passifs (fourreaux, fibre, longueur d'onde – lambda) dont les offreurs sont notamment les collectivités, les autoroutiers et les opérateurs d'infrastructures. Existe-t-il des standards de l'industrie en matière d'accès aux informations sur la topologie et la disponibilité des ressources et/ou de processus de négociation et d'achat de celles – ci ? Pouvez-vous les décrire ?

A la connaissance de MEDIASERV, il n'existe pas dans le cadre d'accord entre opérateurs privés ou collectivités des standards de l'industrie en matière d'accès aux informations sur la topologie, la disponibilité des ressources et/ou de processus de négociation et d'achat de celles-ci.

En général, dans les départements d'Outre Mer (DOM), l'opérateur alternatif recense les opérateurs ou acteurs susceptibles de posséder des supports de transmission dans la zone souhaitée. Ces demandes de disponibilité de fibre optique se font de point à point.

Dans le cas où la réponse est positive, l'offreur fournit les informations relatives à la Fibre optique (Age, type : aérienne ou souterraine) mais rarement le tracé précis.

Les tracés et capacités disponibles sont généralement des informations confidentielles et fournis sous couvert du secret des affaires (signature d'un accord de confidentialité).

Question 3 :

Quelles sont les informations préalables transmises par France Télécom dans le cadre de l'offre LFO ? S'agissant de la disponibilité des liens fibre, quel est le processus d'accès à l'information préalable proposé aux acheteurs leur permettant de procéder à l'élaboration d'un programme d'investissement et à l'optimisation de leurs commandes en fonction de leurs besoins propres ? Quel jugement portez-vous sur ce processus, au regard notamment des standards et bonnes pratiques de l'industrie que vous avez exposés en réponse à la question précédente ?

Dans le cadre des demandes d'accès à l'offre LFO sur les DOM, les informations préalables transmises par France Télécom ne comportent que des éléments à caractère commerciale . En effet, France Télécom fournit aux opérateurs les tarifs, les modalités de facturation et les délais d'étude.

A ce titre, MEDIASERV attire l'attention de l'Autorité sur le fait que le délai d'étude contractuel pratiqué dans les DOM cumulé aux retards constatés à ce jour, sont un frein à l'établissement de son programme d'investissement.

A ce jour, le processus de mise à disposition des liens fibre se base sur des demandes d'étude de faisabilité « point à point ».

Ces études permettent d'obtenir la disponibilité d'une fibre entre deux NRA ou entre un NRA et un POP.

Si l'étude est positive, FT indique le tarif, le délai de mise à disposition du lien ainsi que certaines caractéristiques techniques du lien, comme la longueur, l'affaiblissement théorique....

Ce processus, basé sur des demandes de point à point, ne donne pas à l'opérateur une visibilité globale sur le maillage du réseau FT, et par conséquent, ne lui permet pas :

- d'optimiser les demandes de faisabilité auprès de FT en mettant en adéquation ses demandes avec les contraintes du réseau FT.
En effet, l'offre LFO actuelle limite le nombre de demandes par mois. Et dans certains cas, également, MEDIASERV a été contraint de lancer des études de faisabilité multiples (4 à 5) pour un lien inter – site permettant le dégroupage d'un seul NRA (cf. annexe 3),
- de définir ses prévisions d'investissement en propre,
- d'appréhender la charge financière liée à cette offre.

Aussi, les informations techniques préalables en vue d'optimiser les demandes seraient principalement la mise à disposition du tracé (maillage entre les NRA) et des distances réelles.

En complément de l'offre LFO, depuis septembre 2006, FT propose de réaliser ces études sous forme de demande de parcours (« offre de grappe »). Ce processus consiste en la fourniture à FT d'une liste des NRA à raccorder, des NRA d'appui ou des POP sur lesquels ils seront raccordés. FT transmet les possibilités ou non de raccordement de chaque NRA avec un tracé, les tarifs, les longueurs, et les délais de mise à disposition de chaque lien ainsi que leurs caractéristiques techniques.

Cette offre étant très récente, MEDIASERV n'est pas en mesure, pour l'instant, d'en apprécier la pertinence et l'efficacité en terme de résultat et de délai.

Question 5 :

Existe-t-il un mécanisme contradictoire de vérification de non - disponibilité de l'offre LFO ? Dans le cas négatif, un tel mécanisme vous paraîtrait-il utile ou opportun ? En avez-vous fait la demande à France Télécom ?

A ce jour, il n'existe aucun mécanisme de vérification contradictoire de non -disponibilité de l'offre LFO.

La demande de mise en œuvre d'un tel mécanisme a été formulée par l'ensemble des opérateurs alternatifs lors de la réunion « multilatéral LFO » organisée par l'Autorité le 11 juillet 2006.

Un tel mécanisme nous paraît indispensable pour assurer la viabilité d'une telle offre.

Ce mécanisme devra permettre la vérification de la capacité disponible ainsi que la vérification du nombre de paires de FO utilisée sur un tronçon donnée. .

La procédure de vérification contradictoire pourrait s'articuler de la manière suivante :

A la demande de l'opérateur alternatif ou de l'Autorité, FT devrait justifier de la non disponibilité en fournissant les informations suivantes :

- le nombre de FO installées (nombre de fibres disponible sur le tronçon)
- le nombre de FO utilisées (par FT ou autres opérateurs)
- le nombre minimum de FO à conserver par FT (fibre « tampon » ou fibre de manœuvre) pour leur besoins propres ou pour assurer la continuité de service auprès des différents opérateurs ayant accès à l'offre. Les critères pour définir ce nombre minimum de FO pourraient s'appuyer sur :
 - la classe du NRA
 - le nombre de lignes par NRA

En complément de ces éléments, FT devrait pouvoir fournir la capacité utilisée par fibre. Un tel mécanisme est déjà utilisé pour la définition des seuils de saturation et de blocage des répartiteurs généraux d'abonnés (convention de dégroupage), et pourrait être adapté à la LFO pour la vérification de la capacité disponible.

Ce mécanisme de contrôle devra également tenir compte de l'utilisation ou non de la technologie de multiplexage optique sur le tronçon.

Dans le cadre de ce mécanisme de vérification, des seuils en deçà desquels l'utilisation des fibres pourrait être considérée comme non optimisée, devront être définis entre les différents acteurs (Autorité, FT et les opérateurs alternatifs).

A partir de ces différents éléments , il sera donc envisageable d'identifier les optimisations possibles et de libérer des fibres en regroupant le trafic sur une fibre unique.

Question 9 :

France Télécom met -elle en œuvre des technologies de type WDM au sein de son réseau de collecte ? Peut -elle préciser la technologie utilisée et une estimation du nombre d'équipements WDM dont elle dispose à ce jour ? une offre WDM a -t-elle été proposée aux opérateurs alternatifs ?

La technologie de type WDM (CWDM ou DWDM) n'est pas proposée dans le cadre de l'offre LFO. Sa mise en œuvre a été abordée lors de la réunion « multilatéral LFO » en juillet 2006.

La Société MEDIASERV est très intéressée par une offre de type WDM. En effet, cette technologie est une solution sécurisée, qui offre un cloisonnement physique des différents trafics des opérateurs sur une même fibre et permet donc l'optimisation du réseau de collecte.

De plus, dans le cas où un nombre restreint de fibres reste éligible à l'offre LFO, la technologie WDM permet de maintenir l'accès à l'offre à l'ensemble des opérateurs demandeurs (partage de capacité).

Au vu des coûts relatifs à la mise en œuvre de cette technologie, MEDIASERV préconise l'utilisation de la technologie C-WDM.

En effet, même si la technologie D WDM apporte une optimisation plus conséquente du réseau, les coûts des équipements actifs sont prohibitifs par rapport à ceux de la technologie C-WDM.

De même, la technologie C-WDM nous paraît fournir les critères suffisants pour l'optimisation du réseau de collecte des départements d'Outre Mer. En effet, cette technologie permet la mise en œuvre d'un multiplexage à 8 lambda pour un investissement raisonnable (de l'ordre de quelques milliers d'euros). La technologie CWDM autorise également des connections natives sur certains DSLAM, permettant ainsi de s'affranchir de l'investissement d'équipements actifs supplémentaires.

Question 10 :

L'offre LFO vous paraît-elle présenter, sous d'autres aspects (caractéristiques des répartiteurs pour lesquels l'offre est disponible, longueur maximale des liens, etc.), des asymétries par rapport au traitement que se réserve France Télécom pour elle-même ?

Outre le facteur de disponibilité de fibre sur le réseau, la contrainte majeure de l'offre LFO est la longueur maximale des liens éligibles à l'offre. (longueur maximale endistance à vol d'oiseau 23 km, en distance réelle 35km).

Ce point nous apparaît comme un élément discriminant par rapport au traitement que se réserve FT pour elle-même.

En effet, l'offre LFO étant une offre de fibre noire, la contrainte de longueur maximale des liens ne nous paraît pas techniquement justifiée. Elle impose aux opérateurs de passer par des NRA intermédiaires pour la mise en place de son réseau de collecte.

L'impact est non négligeable pour l'opérateur car

- en terme de déploiement, celui-ci a l'obligation de réaliser des demandes de faisabilité sur chaque NRA , ce qui engendre un fort ralentissement du développement du réseau,

- en terme économique, il doit assumer les coûts associés au dégroupage de ces NRA intermédiaires (coûts liés à l'offre de dégroupage et investissement en matériel)

La problématique est la même, en terme de délais et de coûts, pour l'opérateur souhaitant dégroupier des NRA spécifiques. Celui ci peut se trouver dans l'obligation de dégroupier l'ensemble des NRA intermédiaires.

Question 11 : (données couvertes par le secret des affaires)

Compte-tenu des tarifs de l'offre LFO, en supposant une disponibilité de 100% des liens, et compte-tenu d'un facteur de passage de l'ordre de 1,5 entre la distance à vol d'oiseau et la longueur LFO, quel serait votre optimum économique de déploiement à horizon 2008 (en nombre de répartiteurs, en nombre de lignes principales ?)

Les éléments de réponse étant fournis sous couvert du secret des affaires, MEDIASERV met à disposition de l'Autorité son optimum économique de déploiement à horizon 2008 en Annexe 2 .

Question 12 :

France Télécom et les opérateurs alternatifs peuvent-ils fournir la liste des répartiteurs pour lesquels une étude de faisabilité LFO a été commandée à France Télécom , en précisant pour chaque répartiteur (identité par son code NRA) la réponse de France Télécom (positive, négative, en attente de réponse) et, en cas de réponse négative, le motif de refus ?)

Les éléments relatifs aux études de faisabilité LFO commandée par MEDIASERV à France Télécom sont présentés en Annexe 3.

Question 13 : (données couvertes par le secret des affaires)

Compte tenu des tarifs de l'offre LFO, de la disponibilité moyenne des liens telle qu'elle ressort des réponses de France Télécom, et du facteur de passage entre la distance à vol d'oiseau et la longueur LFO, quelle sera votre extension maximale en dégroupage à horizon 2008 (en excluant de la même manière qu'à la question 11 les répartiteurs desservies par les réseaux d'initiative publique existants) ?

L'extension maximale en dégroupage à horizon 2008 prévu par MEDIASERV est fourni à l'Autorité dans l'Annexe 4 (données couvertes par le secret des affaires).

Question 14 :

Les opérateurs alternatifs ont-ils demandé à France Télécom la mise en œuvre de solutions palliatives lorsque aucune fibre n'est disponible sur un tronçon ? si oui, quelle a été la demande précise (C-WDM, D-WDM, autre) ? Quelle a été la proposition de France Télécom et pourquoi ?

Une demande conjointe de l'ensemble des opérateurs pour la mise en œuvre de solutions palliatives a été faite dans le cadre de la réunion « multilatérale LFO » en juillet 2006. A ce jour, France Télécom n'a pas fourni de réponse à cette requête.

La solution demandée est l'optimisation de l'utilisation des fibres par la technologie C WDM.

Pour rester en adéquation avec les pratiques actuelles sur le marché de revente de capacité, l'offre pourrait proposer de la capacité lambda 2,5 G ou 10 G avec une technologie assurant un cloisonnement physique, et se décliner sous forme de location mensuelle et d'achat d'IRU (15 ans par exemple).

Question 16:

L'offre LFO autorise t-elle la sous-location de longueur d'onde ? Les opérateurs alternatifs ont-ils pris ou sont-ils prêts à prendre des engagements en termes d'équité des conditions de sous-location éventuelles ?

L'offre LFO autorise la sous location de longueur d'onde. Dans le contexte des DOM, MEDIASERV considère que la mise en œuvre de sous location de longueur d'onde est nécessaire au regard d'une part, du peu d'acteurs présents sur le marché de la fourniture de capacité fibre et, d'autre part, de la disponibilité limitée de capacité de fibre sur le réseau FT.

Afin d'éviter des tarifs d'éviction et/ou des conditions d'accès discriminantes à l'offre de sous location, il nous paraît indispensable que les conditions de sous location soient appliquées à l'ensemble des acteurs disposant, ou souhaitant disposer de capacité dans le cadre de l'offre LFO.